

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le **03 MAI 2023**

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 25 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR

Zone Industrielle de RUITZ
62620 RUITZ

Références : FW/MM EQUIPE 4-162-2023
Code AIOT : 0007003600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 25 avril 2023 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR implanté Zone Industrielle de RUITZ 62620 RUITZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIOR
- Zone Industrielle de RUITZ 62620 RUITZ
- Code AIOT : 0007003600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PLASTIC OMNIUM exploite des installations de fabrication et de mise en peinture de pièces plastiques pour automobiles, sur son site implanté à RUITZ.

La fabrication des pièces (principalement des pare-chocs) se fait par injection à partir de granulés de matière plastique. Les produits ainsi formés subissent un flammage avant application de peinture puis séchage en étuve. Le site est équipé d'un oxydateur thermique pour traiter les rejets en composés organiques volatils (COV) issus des opérations de mise en peinture des pièces fabriquées.

La Société PLASTIC OMNIUM a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 3 mai 2006 modifié par les arrêtés des 13 octobre 2008 et 06 juillet 2020. Le site de RUITZ est soumis à Autorisation pour la rubrique :

- 3670 : Traitement de surface à l'aide de solvants organiques
- 2940-2 : cabines de pulvérisation d'apprêts, peintures et vernis

Et à Enregistrement pour les rubriques suivantes :

- 2661-1 : Transformation de polymères
- 2663-2 : Stockage des produits finis.

Le site est également soumis à la Directive I.E.D (directive sur les émissions industrielles), pour sa consommation de solvants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration GERE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Déclaration GERP / Obligation | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I | / | Sans objet |
| 2 | Déclaration GERP / Etat | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7 | / | Sans objet |
| 3 | Déclaration GERP / Données attendues si seuils dépassés | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4 | / | Sans objet |
| 4 | Déclaration GERP / Données attendues si seuils dépassés année précédente | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4 | / | Sans objet |
| 5 | Déclaration GERP / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants | Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 28.1 | / | Sans objet |
| 6 | Déclaration GERP / Installations consommant des solvants | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 10.1 | / | Sans objet |
| 7 | Déclaration GERP / Validité des données dans l'air | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5 | / | Sans objet |
| 8 | Déclaration GERP / Validité des données dans l'eau | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5 | / | Sans objet |
| 9 | Déclaration GERP / Emissions accidentelles | Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4 | / | Sans objet |
| 10 | Déclaration GERP / Respect des VLE annuelles | Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.2 | / | Sans objet |
| 11 | Déclaration GERP / Prélèvement d'eau | Arrêté Ministériel du 03 mai 2006 Article 8.1 | / | Sans objet |
| 12 | Déclaration GERP / Evolutions | Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Articles 15.3 et 21.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a relevé aucune non-conformité à la réglementation en vigueur, lors de la visite d'inspection du 25 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GEREPE / Obligation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : <ul style="list-style-type: none">- soumis à Autorisation- ou soumis à Enregistrement |
| Constats : L'établissement PLASTIC OMNIUM à RUITZ est concerné par la déclaration GEREPE car soumis à Autorisation au titre des rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets, ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage, ou d'imprégnation...- 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Déclaration GEREPE / Etat

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1. |
| Constats : Au 31 mars 2022, le taux de remplissage de la déclaration GEREPE de l'établissement PLASTIC OMNIUM à RUITZ était de 100%. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Déclaration GEREP / Données attendues si seuils dépassés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ... - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article. |
| Constats : Concernant les rejets eaux : - les volumes d'eau consommés et rejetés annuellement sont nettement inférieurs aux seuils de déclaration, l'exploitant déclare néanmoins ces derniers ; - de même, les émissions chroniques concernant le rejet n° 3 (eaux industrielles) sont déclarées malgré qu'ils soient en-dessous des seuils de déclaration de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008. L'exploitant devra cependant vérifier le positionnement par rapport aux seuils de déclaration en cumulant le rejet n°3 avec les rejets d'eaux pluviales (rejet n°1) pour lesquels une surveillance annuelle est également imposée. Dans le cas d'un cumul supérieur aux seuils de déclaration, l'ensemble des rejets devra être déclaré. Concernant les rejets air : - les émissions chroniques sont déclarées pour le paramètre "Composés Organiques Volatils (COV)". L'ensemble des points de rejet (oxydateur thermique, collage hayon, extraction étuve) est pris en compte pour le calcul des émissions. Pour les paramètres non déclarés dans GEREP (NOx, CO et CH4), l'exploitant devra justifier que les émissions sont inférieures aux seuils de déclaration de l'Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe II ; néanmoins, en première approche, il apparaît que les seuils de déclaration ne sont pas dépassés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Déclaration GEREP / Données attendues si seuils dépassés année précédente

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. |
| Constats : Cette disposition a été rappelée à l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Déclaration GEREPE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 28.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. |
| Constats : La consommation de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an. Le plan de gestion des solvants (PGS) est transmis annuellement via l'outil GEREPE. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Déclaration GEREPE / Installations consommant des solvants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 10.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Données spécifiques pour les installations : - consommant plus de 30 tonnes par an de solvants - utilisant ou émettant des COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351 |
| Constats : La déclaration GEREPE, en ce qui concerne les émissions de solvants, est correctement complétée: - Tableau des installations (oxydateur thermique, extraction étuve, collage hayon). - Tableau des émissions (entrées-sortie). Selon l'exploitant, il n'y a pas d'utilisation de COV spécifiques dans les installations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Déclaration GEREP / Validité des données dans l'air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants. |
| Constats : L'évaluation des rejets atmosphériques est basée sur la mesure annuelle des rejets des installations, réalisée par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance, et sur le plan de gestion des solvants. L'ensemble des points de rejet (oxydateur thermique, collage hayon, extraction étuve) est pris en compte pour le calcul des émissions. Les rapports des mesures annuelles réalisées sur ces installations et les méthodes de report dans GEREP ont été présentées en séance. Le nombre d'heures de fonctionnement des installations est extrait des enregistrements de l'incinérateur. Pour une évaluation plus précise des rejets et concernant l'oxydateur thermique, l'Inspection a demandé à l'exploitant de prendre en compte les résultats du contrôle inopiné annuel réalisé à l'initiative de la DREAL. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants. |
| Constats : Concernant les rejets eau, l'évaluation est basée sur la mesure annuelle des rejets réalisée par l'exploitant dans le cadre de son auto-surveillance et conformément à son Arrêté Préfectoral d'Autorisation. Les deux points de rejet (eaux pluviales et eaux industrielles) sont pris en compte. Les rapports de mesures annuelles des rejets ont été présentés en séance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Déclaration GERE / Emissions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...) |
| Constats : Cette disposition a été rappelée à l'exploitant. Aucune émission accidentelle n'a été portée à la connaissance de l'Inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Déclaration GEREP / Respect des VLE annuelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06 juillet 2020 Article 20.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ». |
| Constats : Les flux annuels déclarés sur GEREP pour le paramètre "COV" respectent les valeurs limites d'émission fixées à l'article 20.2 de l'Arrêté Préfectoral du 20 juillet 2020. Le flux d'émission diffuse de COV est également conforme à la réglementation en vigueur (inférieur à 20% de la consommation totale de solvants). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Déclaration GEREP / Prélèvement d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03 mai 2006 Article 8.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'Arrêté d'Autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...). 35 000 m ³ /an 95 m ³ /j 5 m ³ /h |
| Constats : La consommation d'eau provient du réseau d'adduction public. La consommation annuelle des installations est d'environ 6 000 m ³ , soit nettement inférieure à la quantité maximale autorisée de 35 000 m ³ . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Déclaration GEREP / Evolutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 mai 2006 Articles 15.3 et 21.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application des chapitres 13 et 20.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. |
| Constats : Les dysfonctionnements de l'oxydateur thermique constatés en 2021 qui ont entraîné des dépassements des valeurs limites ont été solutionnés. Les valeurs des rejets sont revenues à la normale en concentration et en flux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |